



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles  
Pôle des affaires institutionnelles**

Affaire suivie par :  
BOURDET Matthieu  
Téléphone : 05-61-55-66-06  
[daji.elections@univ-tlse3.fr](mailto:daji.elections@univ-tlse3.fr)

## DÉCLARATION DE CANDIDATURE – COLLEGE A

Je soussigné(e), NOM ..... Prénom .....  
déclare me porter candidat(e) à l'élection qui se tiendra le **17 décembre 2024** en vue de la  
désignation des représentants au **conseil de la F2SMH**, dans le **collège A**.

### **Renseignements administratifs** à compléter impérativement

Date de naissance : ..... / ..... / .....

Grade/cycle : .....

Affectation (composante) : .....

Adresse complète : .....

N° de téléphone : .....

e-mail : ..... @ .....

Fait à .....,

le ...../...../.....

« Lu et approuvé »  
(Signature du candidat)

### **ACCUSE DE RECEPTION DE CANDIDATURE** **Et attestation de présentation du justificatif** **d'identité du candidat**

- CNI                       Passeport                       Titre de séjour  
 Permis de conduire

**Date et heure du dépôt de candidature :**

**Signature du déposant de liste :**

Les informations recueillies sur ce formulaire sont traitées par l'Université Toulouse III - Paul Sabatier (UT3) afin de recueillir les candidatures dans le cadre des élections de l'établissement. Elles sont collectées par le Pôle des Affaires Institutionnelles de l'UT3 et lui sont destinées ainsi qu'aux gestionnaires des instances de l'établissement. Elles sont conservées pendant deux mandats. La base juridique du traitement est l'intérêt légitime.  
Conformément à la réglementation en matière de protection des données personnelles, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification de vos données, ainsi que vos droits à la limitation et d'opposition au traitement en contactant notre Délégué à la protection des données : [dpo@univ-tlse3.fr](mailto:dpo@univ-tlse3.fr).  
Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.